

LES SOCIALISTES ET LES NATIONALISATIONS...

Le socialisme, ou plutôt le mouvement socialiste incarné par le parti qui porte ce nom, paraît évoluer vers une conception moins étatiste de la société. L'expérience bolchevique a constitué, pour bon nombre de ceux qui réfléchissent, une forte leçon qui les a mis en garde contre l'État totalitaire ou dictatorial. L'expérience nazie et fasciste, qui ressemble tellement à celle du bolchevisme, a constitué une autre leçon.

De là une tendance, du moins théorique, à limiter les attributions de l'État. De là, très souvent, le fait que les militants socialistes demandent que les nationalisations ne soient pas une étatisation, c'est-à-dire l'organisation et l'administration de l'économie par l'État seulement, mais une véritable socialisation. Dans ce but, ces militants, parmi lesquels Vincent Auriol lui-même, ont réclamé et réclament parfois encore, que les branches d'industrie expropriées soient gérées par des représentants des producteurs, des consommateurs... et de l'État.

La politique du parti socialiste est déterminée cependant par une longue tradition, qu'on ne peut rectifier en quelques mois, voire en quelques années. Le parti socialiste est, depuis longtemps, un parti d'État.

Or la politique est, qu'on le veuille ou non, l'instrument de domination grâce auquel on peut modeler les formes et les modes des autres activités. Au long du temps, elle a imprégné totalement le parti socialiste. Il est maintenant intoxiqué non seulement de politique, mais d'étatisme.

Vincent Auriol préconisait, il y a un an et demi, cette administration tripartite des entreprises capitalistes expropriées. Il est maintenant président de la République. Les autres ministres socialistes font bien appel aux syndicats ouvriers, comme ils font appel en même temps aux syndicats patronaux, non pas pour donner aux organismes économiques une part prépondérante, ou même égale, dans l'organisation de la vie sociale, mais seulement pour les «*consulter*».

Dans les nationalisations qui s'organisent de nos jours l'État se réserve donc la part principale. Celle des travailleurs ne peut être et n'est qu'accessoire. Mais, d'après des témoignages qui semblent impartiaux, il semble que les résultats obtenus jusqu'à présent ne soient pas satisfaisants. Le tonnage de charbon arraché par tête de travailleur est moindre que celui qu'accusaient les statistiques de la période capitaliste. Le déficit dans les administrations nationalisées est souvent important. Quelques-uns cherchent à nier ce bilan défavorable. D'autres à l'excuser, ou à le justifier en inventant toutes sortes de subterfuges. Mais les capitalistes et les conservateurs marquent des points.

C'est que les nationalisations à prédominance étatique ne peuvent que donner des résultats défavorables, à moins de se faire sous un régime de chiourme. Il y a là un aspect psychologique du plus haut intérêt.

L'ouvrier, comme l'employé qui travaille pour l'État, administration impersonnelle, ne se sent pas solidaire de cette entité avec laquelle il n'est pas en contact, qui plane au-dessus de lui, et qui porte la responsabilité de la gestion économique et financière de l'entreprise. Du moment qu'il n'est pas directement intéressé, non pas même dans les bénéfices, mais dans la marche de l'entreprise, dans l'initiative de tous les jours, dans la façon dont le travail est conduit; du moment qu'il n'est pas un participant actif de l'organisation, un élément dont la pensée et la volonté compte, il ne se sent pas responsable. L'affaire est en dehors de lui. Peu lui importe qu'elle se développe ou non, que son bilan soit favorable ou déficitaire, il est payé, cela seul l'intéresse.

Cette attitude, universelle chez les ouvriers et les employés de l'État, se retrouverait chez toute autre organisation - fut-elle syndicale - dont la constitution et le mécanisme seraient étrangers aux producteurs. On peut dire que souvent, l'ouvrier prend plus d'intérêt pour l'organisation patronale, parce qu'il en vit plus directement les activités, les péripéties, les résultats. Si le patron n'a plus de travail par suite de l'augmentation du prix de revient, le producteur est congédié. S'il perd ses clients parce que le travail est mal fait, le

congédiement intervient aussi. Au contraire, que le travail soit bien ou mal fait, que le bilan soit favorable ou non, l'État paye. L'ouvrier le sait. Et le contrôle de l'État est trop lointain pour que la négligence soit annihilée par une organisation adéquate et rationnelle.

D'une façon générale, l'État démocratique est toujours plus mauvais organisateur et producteur que l'entreprise privée. C'est pourquoi le nazisme, prenant des initiatives, confiait généralement aux capitalistes le soin de les réaliser (1). Et quand l'État s'est occupé de faire les choses par lui-même, il est arrivé à des résultats très inférieurs à ceux obtenus par l'entreprise privée.

Il en a été de même aux États-Unis. Les résultats formidables accusés par la production de guerre ont été dus aux entreprises privées que Roosevelt chargeait de réaliser ce qu'il entreprenait avec son état-major. Et l'organisation gigantesque de la vallée du Tennessee a été l'œuvre des coopératives, beaucoup plus que des institutions gouvernementales.

Si l'ouvrier doit travailler dans des conditions qui ne sont pas meilleures, s'il ne doit pas voir s'élever son standard de vie, si le consommateur doit payer aussi cher qu'avant, ou plus cher, qu'importe, malgré tous les discours des théoriciens et des démagogues, que l'on ait nationalisé! C'est ce qui se produit jusqu'à maintenant. La cause essentielle réside dans cette irresponsabilité qui caractérise les administrations beaucoup trop vastes, et où l'intérêt pour le travail, l'adhésion de l'homme à l'œuvre et au but de l'œuvre sont inexistantes.

Seul un étatisme poussant la discipline jusqu'à l'extrême esclavage peut donner des résultats économiques. Nous ne parlons pas de la perte de la liberté et du recul de l'esprit humain. L'embrigadement moral et matériel, la discipline féroce, la pression autoritaire permanente, tels qu'on les connaît en Russie, permettront peut-être des progrès matériels véritables. Mais outre que l'on peut citer des avancées matérielles aussi vastes et aussi rapides dans l'histoire moderne des nations, sans que la liberté en ait tant souffert, il n'y a pas intérêt à pousser sur le plan économique un progrès payé de recul sur le plan humain.

Pris entre les contradictions de leurs désirs théoriques et de leur tactique, les socialistes sont entraînés par le mécanisme de l'État. Peut-être, lorsqu'ils se trouveront en dehors des combinaisons ministérielles, le facteur politique les subjuguera-t-il moins; et alors ils en reviendront à l'intervention directe de la classe ouvrière. Mais ils auront si bien préparé le terrain, si bien contribué à tout étatiser, que leurs successeurs trouveront au point le mécanisme qu'ils n'auront qu'à utiliser. C'est du reste, en partie, ce qui se produit. Car même les syndicats ouvriers ont perdu leur personnalité propre, grâce à cette politique et à cette influence «socialisées».

En tant que socialisation, les nationalisations semblent définitivement compromises. C'est bien à une étatisation progressive que nous assistons. Elle ne peut rien améliorer du sort des travailleurs, de la vie de la population. Elle tuera l'esprit, l'initiative, la solidarité humaines. Et alors, une partie des socialistes fera, trop tard; son «*mea culpa*»; tandis que l'autre demandera, contre les travailleurs, l'emploi du fouet qui lui paraîtra être la seule solution efficace.

Robert LEFRANC.

(1) La ligne Siegfried, si rapidement construite, l'a été par des entreprises privées auxquelles Hitler a passé les commandes.